

« Numérique ‘Made in Europe’ : maintenant ou jamais ? »

.....
**Rapport de conférence du
VIIIe Forum de Genshagen**
.....

13 et 14 juin 2019 au Château de Genshagen

#ForumGenshagen



.....
**GENSHAGENER
FORUM**

.....
für deutsch-
französischen Dialog

.....
**FORUM DE
GENSHAGEN**

.....
pour le dialogue
franco-allemand

Résumé

Malgré l'approfondissement de son marché intérieur, l'Union européenne reste, dans le domaine du numérique, très loin derrière les entreprises américaines et chinoises les plus importantes. Le poids et l'impact de ces dernières sur le marché européen sont désormais tels que la souveraineté économique et politique des États membres de l'UE se trouve sérieusement remise en question. Un certain nombre d'initiatives importantes se dessinent néanmoins au niveau de l'UE et l'Allemagne et la France ont à cet égard un rôle crucial à jouer. Dans le traité d'Aix-la-Chapelle, les deux pays s'engagent à intensifier leur coopération en matière de transformation numérique.

Comment expliquer le retard pris par l'Europe et la faible compétitivité des entreprises numériques ? Les valeurs européennes sont-elles en cause ? Ou bien sous-estime-t-on encore les avantages concurrentiels de ce que serait une troisième voie européenne ? Comment les exigences européennes en termes de protection des données et des utilisateurs, ainsi que les normes éthiques peuvent être conciliées avec un développement économique durable de l'UE ? Enfin, une coopération renforcée entre les États membres, notamment entre la France et l'Allemagne, à l'échelle européenne, est-elle un facteur-clé pour permettre à l'UE de garder le contrôle sur les développements futurs de l'économie numérique ?



A propos du Forum de Genshagen

Le Forum de Genshagen pour le dialogue franco-allemand est un projet organisé conjointement depuis 2010 par la Fondation Genshagen et l'Institut Montaigne. Il s'adresse principalement à des acteurs français et allemands âgés de 30 à 40 ans issus de la politique et de l'administration, du secteur économique, ainsi que de la science et des médias. Le forum se donne pour objectif de mettre en place entre les cadres dirigeants actuels et futurs des deux pays un dialogue ayant pour objectif l'obtention de résultats concrets sur des thèmes cruciaux touchant l'avenir européen et international. Le choix des thèmes obéit à trois critères : un lien étroit avec l'actualité, un intérêt perçu par un large public, ainsi qu'une importance particulière dans la politique, la société ou l'économie allemande et française.

A propos de la Fondation Genshagen

La Fondation Genshagen est une fondation de droit civil reconnue d'intérêt général et à but non lucratif, financée par le Land de Brandebourg et le Délégué du gouvernement fédéral à la Culture et aux Médias. Elle est une plateforme d'échanges entre les acteurs des mondes politique, économique, scientifique et culturel. Son objectif est de promouvoir avant tout le dialogue entre l'Allemagne et la France, mais également avec la Pologne, pour faire vivre le « Triangle de Weimar » au sein de la société civile. Ses activités se structurent autour de deux domaines, le « Dialogue artistique et culturel en Europe » et le « Dialogue européen ».

www.stiftung-genshagen.de | @SGenshagen

A propos de l'Institut Montaigne

Think tank indépendant créé en 2000, l'Institut Montaigne est une plateforme de réflexion, de propositions et d'expérimentations consacrée aux politiques publiques en France et en Europe. Ses travaux sont le fruit d'une méthode d'analyse et de recherche rigoureuse et critique, ouverte sur les comparaisons internationales. L'Institut Montaigne, association à but non lucratif pionnière en France, réunit des chefs d'entreprise, des hauts fonctionnaires, des universitaires et des personnalités issues d'horizons divers. Ses financements sont exclusivement privés, aucune contribution n'excédant 1,5 % d'un budget annuel de 5,7 millions d'euros (estimation 2018). À travers ses publications et les événements qu'il organise, l'Institut Montaigne souhaite jouer pleinement son rôle d'acteur du débat démocratique.

www.institutmontaigne.org | @i_montaigne

Mots de bienvenue

Martin Koopmann, Directeur,
Fondation Genshagen

Marie Augère, Directrice de projets,
Fondation Genshagen

Nicolas Bauquet, Directeur des études,
Institut Montaigne, Paris

Etienne Oudot de Dainville, Ministre-conseiller
pour les affaires économiques, Ambassade de
France en Allemagne, Berlin

Martin Koopmann a ouvert le forum en soulignant le manque de capacité d'action caractérisant actuellement l'Union européenne : « Le contexte politique actuel ne saurait être plus difficile. Nous sommes en train de vivre une crise multiple. » Outre le Brexit, l'UE est confrontée à d'autres défis menaçant son intégrité, comme la montée des populismes, la crise de la démocratie et la question de la participation politique. Les bouleversements technologiques et économiques provoqués par la transition numérique font ressurgir la question sociale, mettant en danger à la fois la cohésion de nos sociétés et celle de l'Union. Plus d'intégration, de cohésion, des partenaires solides et fiables, voilà pourtant ce dont nous avons besoin pour relever les défis à venir de manière souveraine, notamment face à la concurrence chinoise, indienne ou américaine. De plus, l'Allemagne et la France devraient constamment se rappeler le partenariat qui les unit au sein de l'UE, débattre de manière constructive et ne pas simplement éluder les questions épineuses.

Le Forum doit créer un espace permettant de réfléchir aux implications politiques, économiques et sociétales du numérique pour le projet de l'Union européenne, a souligné Marie Augère, « l'idéal étant que pendant ces deux journées de conférence, nous parlions autant de numérique que d'Europe ». Nicolas Bauquet, quant à lui, a insisté sur les perspectives positives pour l'avenir : « Certes, dans le domaine de l'économie numérique, l'Union européenne n'est pas en pole position, mais grâce à ses valeurs communes et à son fort marché intérieur, elle peut établir des normes à l'échelle mondiale et jouer un rôle moteur. » Il ne faut pas oublier néanmoins de développer en conséquence le cadre juridique, qui permettra au marché intérieur de l'UE de rester attractif pour les acteurs économiques et pour les consommateurs. À cet égard, la coopération franco-allemande en matière de politique industrielle offre un cadre parfait pour promouvoir le numérique. « Dans cet espace-temps toujours plus rapide, Genshagen est l'endroit idéal pour faire une pause et affiner nos points de vue sur un thème aussi important », a déclaré pour finir Étienne Oudot de Dainville, mettant ainsi en valeur un aspect fondamental du Forum.



Martin Koopmann



Nicolas Bauquet



Étienne Oudot de Dainville

« Regards sur l'actualité politique franco-allemande »

Lors de ce premier temps de réflexion du Forum, les journalistes Jean-Christophe Ploquin et Anna Sauerbrey ont décrit à grands traits le contexte politique et social en France et en Allemagne.



Anna Sauerbrey

Anna Sauerbrey a attiré l'attention sur la rapidité avec laquelle le battage médiatique suscité en Allemagne par la crise migratoire a soudain perdu de son importance: « Le débat sur la politique migratoire de 2015 a disparu. Désormais, c'est la protection du climat qui a véritablement le vent en poupe, alimentée par les canicules estivales et le scandale des moteurs diesel truqués. La protection du climat est la nouvelle migration », a déclaré la journaliste. Cette thématique a un potentiel émotionnel très fort et ses répercussions sur le paysage politique se font déjà sentir. Les acteurs politiques, sommés de passer à l'action et appelés à prendre des mesures de régulation, doivent maintenant trouver le bon équilibre entre éthique de responsabilité et le caractère excessif de certaines revendications. Ces dernières, a souligné Anna Sauerbrey, à la différence des revendications pour un progrès mondial généralisé souvent plus abstraites, ont des effets concrets pour les citoyens et leur quotidien.

Les deux thèmes ayant occupé la politique et la société ces derniers mois en France sont, d'une part le mouvement des Gilets jaunes, et d'autre part les élections européennes de mai, a souligné Jean-Christophe Ploquin. Ces deux événements illustrent de manière exemplaire l'effondrement des grands partis conservateurs et la naissance de nouvelles forces populistes. Selon M. Ploquin, « la crise de la politique en France reflète la crise très profonde que traverse la société française », avec un affaiblissement politique de la classe moyenne face à un renforcement des extrêmes, de gauche comme de droite. Le gouvernement mettant actuellement en avant les thèmes écologiques pour canaliser un tant soit peu la crise de la société, l'opinion française se rapproche sous cet angle de la situation allemande.

Anna Sauerbrey, Responsable de la rubrique Opinion/Causa, Der Tagesspiegel, Berlin

Jean-Christophe Ploquin, Rédacteur en chef, La Croix, Paris

Modération :
Martin Koopmann, Directeur, Fondation Genshagen



Jean-Christophe Ploquin

Keynote Jürgen Neyer: « Société numérique : pour une voie européenne assumée et attachée à ses valeurs »

Jürgen Neyer, Vice-président de la European New School of Digital Studies (ENS), Université européenne Viadrina, Francfort-sur-l'Oder

M. Neyer l'a annoncé d'emblée : la technologie numérique n'est pas ce remède miracle et neutre, pouvant régler les grands défis mondiaux et problèmes de l'humanité, que beaucoup avaient imaginé aux premiers temps d'Internet. « L'Internet a perdu depuis longtemps son innocence, la technologie n'est pas exempte de valeurs », a-t-il ainsi déclaré.

Les réseaux sont devenus le « système d'exploitation » de la société. Ils sont emplis de dissonances et de conflits, tout comme le monde politique réel est davantage sujet aux controverses qu'auparavant, et que la démocratie est loin de s'être imposée comme règle du jeu universelle. Aux « tentations autoritaires » qu'on observe dans le monde entier correspondent des outils numériques, avec lesquels certains gouvernements veulent contrôler la société. Et cela en dehors même des frontières de leur propre pays, comme l'illustre le litige auquel donne lieu l'expansion du groupe chinois Huawei.

Au lieu d'une démarcation à caractère de confrontation, comme celle qu'on observe dans le concept d'autonomie stratégique, M. Neyer a prôné une « politique numérique intégrative », autrement dit une stratégie numérique basée sur les interdépendances. Selon lui, à l'heure de la mondialisation, la sécurité naît de la confiance, d'imbrications réciproques et d'« interfaces coopératives ». Comme il l'a rappelé à juste titre, c'est précisément de cette manière que s'est construite l'amitié franco-allemande. « Il nous faut dépasser l'époque des monstres politiques ». Les Européens doivent s'assurer de leur autonomie normative et suivre leur voie avec assurance, très différente de la voie libertaire de la Silicon Valley et de la voie autoritaire de la Chine. Pourquoi la « success story » de l'intégration européenne ne s'appliquerait-elle pas aux produits numériques ?

« La technologie doit contribuer à la démocratie et aux droits de l'homme. L'efficacité n'est pertinente que si elle s'appuie sur des valeurs », a déclaré M. Neyer. Dans toutes les avancées techniques, il importe de préserver l'autonomie humaine face à l'intelligence artificielle.



Jürgen Neyer

Débat d'ouverture: « L'heure tourne – éthique, compétitivité, souveraineté : quels défis pour l'Europe? »

Avons-nous pris du retard en matière de « souveraineté numérique »? Est-il nécessaire d'agir très rapidement dans ce domaine? Et quelles sont les priorités à fixer dans un cadre européen? Ulrike Heindl a ouvert les discussions en posant des questions-clés pour l'évolution de l'économie numérique européenne. À l'instar d'autres bouleversements technologiques, le numérique produit des gagnants et des perdants. « La Chine gagne du terrain », a averti Bernhard Rohleder. Le groupe technologique Huawei, par exemple, a réussi à se hisser à la deuxième place des chiffres de ventes mondiales de téléphones mobiles. En revanche, l'économie numérique s'est réduite en Europe comme peau de chagrin et l'on est bien en peine de citer de grands noms dans ce domaine. Autrefois, ce secteur employait 200 000 personnes en Allemagne, elles ne sont plus que 20 000. La perte de capacité d'innovation technologique et de leadership industriel dans ce domaine va de pair avec une perte de souveraineté des États.

« Un pays qui ne contrôle plus ses flux de données est un pays qui a perdu une part essentielle de sa souveraineté », a déclaré M. Rohleder. Si les Européens veulent endiguer ce déclin, il leur faudrait rapidement une main-d'œuvre qualifiée plus importante. Et pour ce faire, les États et le secteur privé devraient conjuguer leurs efforts. Par ailleurs, a ajouté M. Rohleder, la priorité du moment devrait être l'investissement ciblé dans la recherche & développement. Des entreprises américaines comme Google et Facebook ont montré comment construire de grandes unités de recherche. L'Europe a également besoin d'un plus grand nombre d'entreprises compétitives, produisant des produits innovants et ayant pour points forts la R&D. Stefan Heumann a, lui aussi, exprimé son inquiétude face à l'ampleur du retard de l'Europe. La force de l'UE réside dans la force régulatrice de son grand marché, qui compte presque 500 millions d'utilisateurs. « Sur ce marché, nous devons nous imposer sur le plan technologique ; y compris pour établir nos propres normes et être ainsi en mesure d'imposer nos propres valeurs ». Or les différents pays de l'Union en sont encore à bricoler chacun de leur côté des solutions, sans aucune coordination. « Nous ne pouvons plus nous le permettre, l'heure tourne ».

Pour finir, Angela Stanzel a préconisé que l'Europe défende avec assurance sa propre voie face au grand concurrent qu'est la Chine. « En Chine, le numérique est utilisé pour contrôler l'ensemble du pays. Si la Chine peut nous concurrencer, c'est parce qu'on y accorde moins d'importance à certaines valeurs que chez nous. Mais elle est aussi freinée par son autoritarisme », en est persuadée cette spécialiste de l'Asie. « Nous devons essayer de faire jeu égal sur le plan technologique tout en maintenant nos valeurs ». Malgré de grandes différences nationales, il est possible de se mettre d'accord au sein de l'UE. « Le Règlement général sur la protection des données est une bonne chose – même si l'UE en est encore au stade du peaufinage. La Chine prendra au sérieux cette réglementation pour la bonne raison qu'elle veut vendre dans le marché intérieur. »

Ulrike Heindl, Partner, OnePoint, Paris

Bernhard Rohleder, Directeur général, Bitkom, Berlin

Angela Stanzel, Senior Policy Fellow Asie, Institut Montaigne, Paris

Stefan Heumann, Directeur, Stiftung Neue Verantwortung, Berlin

Modération:

Janosch Delcker, Artificial Intelligence Correspondant, Politico, Berlin



Bernhard Rohleder



Ulrike Heindl

Keynote Guy Maugis: « Quel avenir pour la stratégie industrielle en Europe au regard de l'enjeu numérique ? »

Guy Maugis, Président de la
Chambre Franco-allemande de Commerce et
d'Industrie, Paris

Guy Maugis a rappelé le succès des exportations dans le monde entier de biens industriels européens de haute valeur ajoutée. Malgré les difficultés, notamment l'effondrement de l'industrie électronique en Europe dans les années 1980 ayant suscité une énorme frustration, la fragmentation tenace du marché intérieur et la nécessaire adaptation culturelle et linguistique des produits. Mais nous assistons en ce moment à la montée en puissance de l'industrie 4.0, de l'Internet des objets et des imprimantes 3D. Si par le passé l'Europe a raté le coche de certaines évolutions, l'industrie européenne est tout à fait capable aujourd'hui de s'engager dans les nouvelles tendances et de rejoindre l'avant-garde internationale.

Pour ce faire, l'Europe doit néanmoins renforcer sa position face à la concurrence en adoptant une nouvelle stratégie industrielle dans le domaine numérique et, surtout, améliorer les conditions pour les start-ups susceptibles de se développer et de devenir des acteurs de poids, a souligné Guy Maugis. Ce soutien ciblé doit s'intégrer pleinement dans une stratégie industrielle européenne tournée vers l'avenir. Il est essentiel d'investir en priorité dans la formation des citoyens et d'attirer des cerveaux en Europe : « Les ressources intellectuelles représentent la pierre angulaire d'une stratégie », conclut le président de la Chambre Franco-Allemande de Commerce et d'Industrie.



Guy Maugis

Atelier 1 : « Le pouvoir de la régulation : clé de la stratégie numérique européenne ? »

(Chatham House Rule)



Benoît Thieulin, Directeur du Conseil national du numérique de 2012 à 2016, Paris

Paul-Jasper Dittrich, Policy Fellow, Institut Jacques Delors, Berlin

Rapporteur:

Christoph Busch, Professeur de droit économique et privé allemand et européen, Université d'Osnabrück

Modération:

Théophile Lenoir, Chargé d'études – médias et numérique, Institut Montaigne, Paris

De gauche à droite : Christoph Busch, Benoît Thieulin, Théophile Lenoir, Paul-Jasper Dittrich



Atelier 2 : « Laboratoire franco-allemand : comment repenser nos systèmes productifs européens à l'ère du numérique ? »

Sébastien Massart, Directeur de la stratégie,
Dassault Systèmes, Paris

Martin Henrik Baier, Head of Executive Office of
Management Board, Siemens AG, Munich

Rapporteure:

Katharina Hölzle, Professeur de management
de l'innovation et d'entrepreneuriat, Université de
Potsdam

Modération:

Stefan Heumann, Directeur, Stiftung Neue
Verantwortung, Berlin



Katharina Hölzle



Atelier 3 : « Le capital humain à l'heure de l'intelligence artificielle : comment permettre une transition juste ? »

(Chatham House Rule)



Christian Bergmann, José Cotta

José Cotta, Chef d'unité – Industrie 5.0, Direction générale de la recherche et de l'innovation de la Commission européenne, Bruxelles

Rapporteur:

Marc Fargeas, Responsable études stratégiques et projets innovation, Malakoff Médéric, Paris

Modération:

Christian Bergmann, Chef de projets, Das Progressive Zentrum, Berlin



Deuxième débat : « Démocratie 4.0 : nouvel espace public européen ou mise en danger par la désinformation ? »

Matthias Spielkamp, Directeur, AlgorithmWatch, Berlin

Laure de La Raudière, Députée, Agir, la Droite Constructive, Paris

Annegret Bendiek, Directrice adjointe du groupe de recherche UE/Europe, Stiftung Wissenschaft und Politik (SWP), Berlin

Jean -François Fogel, Directeur de l'Executive Master Management des médias et du numérique, Sciences Po & membre du groupe de travail de l'Institut Montaigne sur la polarisation de l'espace médiatique français, Paris

Modération:

Thomas Wieder, Correspondant, Le Monde, Berlin

L'accélération de la transformation numérique a ouvert de nouveaux champs dans tous les domaines de l'existence et de la régulation étatique, de la protection des données à la politique intérieure et de sécurité. Dans quelle mesure l'internet et les médias sociaux représentent-ils un atout pour la démocratie et la société en Europe ? Comment en combattre les effets négatifs ? Telles étaient les questions abordées par la troisième table ronde du Forum de Genshagen.

Annegret Bendiek a appelé à mieux protéger l'opinion publique et les processus électoraux de la désinformation numérique. « Que faire du processus électoral si l'infrastructure soutenant la formation des opinions est aux mains du privé ? » Les autorités européennes de la concurrence doivent absolument surveiller cette évolution. Laure de La Raudière a argumenté pour sa part que Facebook est la télévision d'aujourd'hui et que les médias sociaux font désormais partie intégrante du débat public, représentant une nouvelle forme de participation politique – ouverte à toutes et à tous et génératrice de plus d'égalité. Les algorithmes ont bien sûr un certain impact, mais, selon elle, il faut d'abord en mesurer plus précisément la portée et cela ne saurait conduire à une diabolisation et à une réglementation excessive des nouveaux médias.



Matthias Spielkamp, Laure de La Raudière

L'influence des médias sociaux sur la formation des opinions ne doit pas être surestimée, a renchéri Matthias Spielkamp, dans la mesure où les citoyens sont influencés par de nombreuses autres sources d'information. Les médias sociaux sont soumis à des exigences contradictoires : on leur demande d'être plus et moins puissants à la fois. Ils sont priés de filtrer rapidement les « mauvais » contenus, mais de ne pas non plus exagérer leur rôle de contrôleurs tout puissants. M. Spielkamp a mis en garde contre tout excès de zèle en matière de législation : « Nous devons d'abord mieux comprendre comment les médias sociaux influencent exactement l'opinion publique et pour cela, un premier pas serait d'imposer des règles obligeant les entreprises à révéler plus d'informations sur leurs algorithmes. »



Annegret Bendiek

Jean-François Fogel a, pour sa part, attiré l'attention sur les changements et les bouleversements profonds que connaît la sphère Internet. Selon lui, la position des médias dominant d'aujourd'hui est en voie d'affaiblissement : « Le système top-down classique des médias, qui, jusqu'à présent, a soutenu notre démocratie, a été remplacé par un modèle horizontal et décentralisé. » Cette coexistence inédite de deux systèmes a par ailleurs changé la nature et la structure des débats, ce qui rejaillit sur la politique. L'État devrait maintenant envisager une régulation adéquate, après avoir soigneusement examiné l'ensemble des faits, des intérêts et des conséquences.

Débat final : « Numérique ‘Made in Europe’ : quelles perspectives franco-allemandes ? »



Serge Abiteboul, Membre du Collège de l'Arcep et Directeur de Recherche à l'Inria, Paris

Iris Plöger, Membre de la direction générale, Fédération de l'industrie allemande (BDI), Berlin

Andreas Gebhard, Fondateur et CEO, re:publica, Berlin

Nicolas Bauquet, Directeur des études, Institut Montaigne, Paris

Modération:
Ina Karabasz, Handelsblatt, Cologne

En amont du débat final, les rapporteurs ont présenté les résultats et les conclusions respectives de leurs trois ateliers. Ils ont insisté tout d'abord sur la nécessité de compléter le droit de la concurrence de l'UE pour parachever le marché intérieur numérique. Par ailleurs, au lieu de vouloir absolument dépasser la concurrence américaine dans le domaine des plateformes de données, ils ont souligné que c'est la question des objectifs de la collecte et du traitement des données qui devrait être au cœur du débat européen. Les collectes de données effectuées par des fournisseurs commerciaux présentant un intérêt public – par exemple dans les domaines des transports ou de la santé – devraient être rendues accessibles à des fins publiques. Sur la question de savoir si l'économie des données doit rester sous tutelle publique ou être confiée aux acteurs économiques, aucune réponse unanime n'a pu être donnée, les avis restant partagés. S'agissant enfin de la lutte contre les commentaires haineux et les contenus extrémistes, le Forum a recommandé une étroite coopération des pouvoirs publics, des opérateurs de plateformes et de la société civile.

Outre les questions d'ordre économique, le Forum de Genshagen s'est également penché sur les conséquences sociales des évolutions techniques pour la société. Au cours de la discussion, les participants ont mis en avant l'importance particulière dans ce domaine de la formation tout au long de la vie, des offres modernes et de pointe représentant un facteur-clé de la réussite pour une transformation incrémentale du numérique européen. Par ailleurs, ils ont identifié de véritables perspectives pour l'émergence d'une économie numérique européenne basée sur des valeurs et des objectifs communs, ouverte et connectée au reste du monde – mais se différenciant par exemple de la Chine et des États-Unis. L'Allemagne et la France pourraient promouvoir la « Rhine Valley » et une « plateforme d'in-



Stefan Heumann



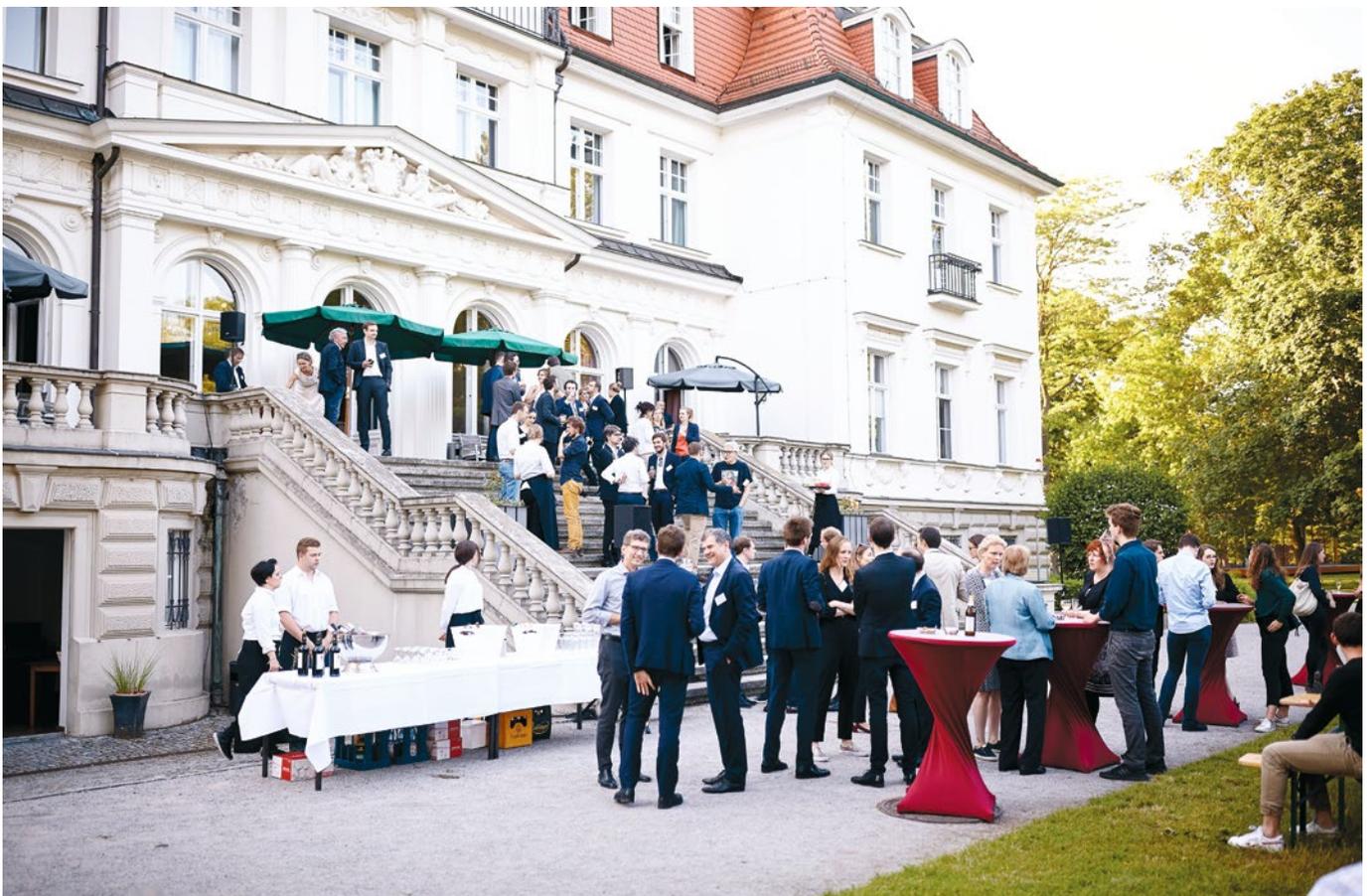
Serge Abiteboul, Iris Plöger



Andreas Gebhard

novation ouverte » pourrait permettre aux petites et grandes entreprises de former un réseau, d'échanger leurs expériences et de discuter de nouveaux modèles économiques. « Together we can » pourrait être le leitmotiv européen.

Au cours du débat final, Iris Plöger a insisté sur la force d'innovation des entreprises : « Nous n'avons pas besoin de mesures politiques concrètes, il n'est pas nécessaire de tout réguler dans le domaine public. » En revanche, a-t-elle précisé, il serait souhaitable qu'il y ait, de manière générale, une plus grande confiance en la capacité des acteurs économiques à offrir des solutions à la hauteur des nouveaux défis. État et économie devraient faire des efforts communs dans le domaine de la formation, et ceci dès les bancs de l'école. Andreas Gebhard a, pour sa part, souligné qu'il était capital d'encourager les citoyens à se saisir de la transformation numérique comme une chance, par exemple pour faire face au vieillissement de la population. Malgré tous les risques que cela comporte, il est essentiel d'entraîner la société dans sa globalité et de construire un récit positif autour du numérique, au lieu de se lancer dans le « combat rétrograde de la régulation ». Dans le sens d'une « Tech for good », il est important d'offrir aux citoyens un accès libre (open source) à des plateformes qui, par le biais



.....

notamment d'offres de formation adaptées, leur permettent de participer pleinement à cette nouvelle société et ainsi, de bien comprendre le processus et les possibilités du numérique : « Nous devons renforcer les citoyens dans leur capacité à agir dans la sphère internet. »

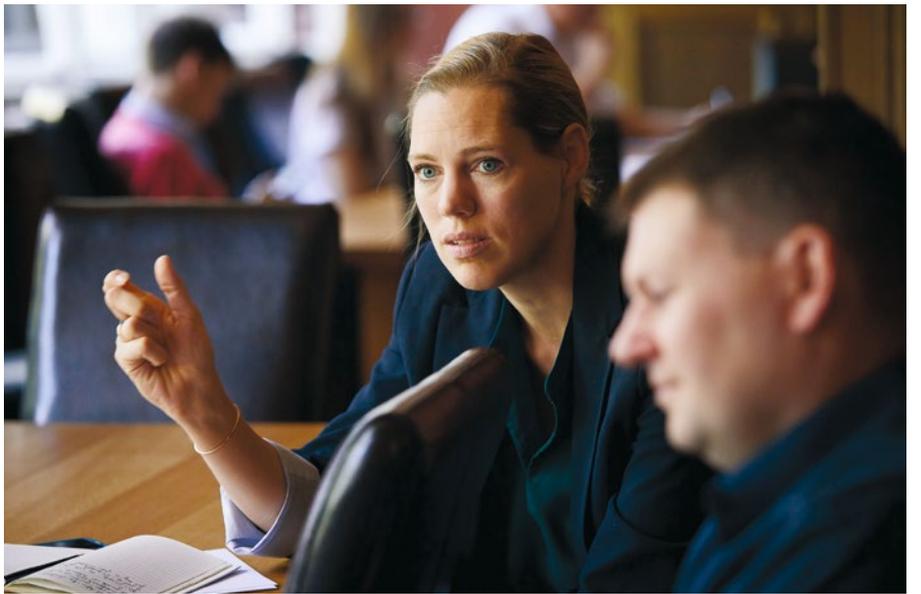
Thomas Kralinski, Plénipotentiaire du Land de Brandebourg auprès de la République fédérale pour les Médias et les Relations internationales, Berlin

Nicolas Bauquet a proposé quelques perspectives, premiers résultats de ces deux journées riches en discussions. Compte tenu de la complexité et de la dynamique d'un problème comme celui la régulation dans le domaine du partage de données, il a présenté l'utilité de commencer par créer un groupe de réflexion au niveau européen – comme l'un des trois groupes de travail de la conférence en avait fait la recommandation. Concernant l'industrie en particulier, le deuxième groupe de travail a proposé la création d'un fonds d'innovation : alimenté par des financements publics et privés, il pourrait élaborer un programme fixant des priorités et définissant les actions à mener. Enfin, pour adapter le marché du travail aux défis du numérique, l'accent a été mis encore une fois sur la nécessité de renforcer le système de formation dans toute l'UE.

Thomas Kralinski, représentant du Land de Brandebourg auprès du Gouvernement fédéral allemand, en charge des médias et des relations internationales, a prononcé le discours de clôture du Forum. Il a souligné l'importance concrète du numérique pour certaines régions d'Europe, et son rôle dans une grande région à faible densité de population comme le Brandebourg. Contribuant à simplifier et à rendre plus juste la vie des citoyens, le développement numérique permet de contrecarrer un sentiment latent de décrochage. Pour M. Kralinski, la transition numérique représente donc une opportunité majeure, tant pour l'Union européenne dans son ensemble, que pour les régions et leurs espaces ruraux – opportunité qu'il s'agit de mettre à profit et de développer.



Thomas Kralinski





Un événement de la Fondation Genshagen et de l'Institut Montaigne :

Fondation Genshagen
Am Schloss 1
D-14974 Genshagen

Tel. + 49 (0)3 37 88 05 931
Fax. + 49 (0)3 37 88 70 013
www.stiftung-genshagen.de
institut@stiftung-genshagen.de



Institut Montaigne
59, rue La Boétie
F-75008 Paris

Tel. + 33 (0)1 58 18 39 29
Fax. + 33 (0)1 58 18 39 28
www.institutmontaigne.org
info@institutmontaigne.org

INSTITUT
MONTAIGNE



Contact

Marie Augère
Directrice de projets
augere@stiftung-genshagen.de
+49 (0)3378 80 59 36

Théophile Lenoir
Chargé d'études
tlenoir@institutmontaigne.org
+33 (0)6 74 44 67 14

Création

Bille-Designteam

Photos

© Stiftung Genshagen | René Arnold

.....

Avec le soutien de :



.....

En coopération avec :



.....

En partenariat avec :



.....

Le Dialogue d'avenir franco-allemand :



